

# L'impact de la microfinance sur les modes de régulation de l'économie locale : le cas du Ganzourgou au Burkina Faso

BIM n° - 04 décembre 2006  
Jacques MARZIN

*En contribution au débat sur l'impact de la microfinance, le BIM d'aujourd'hui présente le résumé de la thèse de Jacques Marzin, chercheur au CIRAD. Cette thèse vient d'être soutenue à l'Université de Strasbourg sur le thème suivant : « L'impact de la micro finance sur les modes de régulation de l'économie locale : accumulation, organisation villageoise et lutte contre la pauvreté. Le cas du Ganzourgou au Burkina Faso »*

*Cette thèse, dirigée par le Pr. Francis Kern, est le fruit d'un travail de recherche mené au Burkina Faso, au sein du Projet de Promotion du Petit Crédit Rural (PPPCR).*

Partant du constat de la difficulté pour les ruraux d'avoir accès à des services financiers de base, de l'incapacité pour les quelques réseaux mutualistes existant de développer des services financiers adaptés aux ruraux (sans beaucoup d'épargne préalable, ni de garantie matérielle) et devant l'effondrement de la banque d'État du développement agricole du Burkina Faso (BNDB), un projet de développement rural du Yatenga (PRDRY) a décidé, en 1986, de tester le développement de crédit solidaire, en s'inspirant de l'expérience de la Grameen Bank au Bangladesh.

Cette expérience (PPPCR) s'est développée avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD), de manière autonome par rapport au projet de développement.

Le travail de recherche porte sur l'explication de l'inversion de la caution solidaire, se traduisant à un moment donné par une chute des taux de remboursements.

L'analyse se fonde sur le traitement des suivis des budgets de trésorerie de 150 ménages durant trois ans, associés à des enquêtes qualitatives sur la perception du crédit ou les trajectoires de vie des chefs de ménages. Ces travaux permettent de valider l'hypothèse principale de cette thèse, à savoir que les contradictions des perceptions respectives du crédit par les clients et par le système de crédit sont à l'origine de l'inversion de la caution solidaire, pierre angulaire du dispositif de financement décentralisé du PPPCR.

Cette analyse a permis de vérifier :

- **L'effective incompréhension dans les perceptions de l'essence du crédit** : d'un côté les salariés du PPPCR sont porteurs d'une vision occidentale du crédit comme accélérateur de

croissance, catalyseur d'investissement, visant le développement des initiatives individuelles et l'accumulation libératrice de la dépendance (vis à vis des usuriers, des commerçants...), de l'autre, les clients du PPPCR restent marqués par une conception d'outil d'équilibre social du crédit, visant la cohésion de la communauté villageoise par la réallocation temporaire d'excédents de trésorerie entre individus de la communauté, afin d'éviter la marginalisation de ses membres les plus fragiles. Lorsque les règles de remboursement spécifiques à chacune de ces logiques entrent en contradiction, les comportements des clients aboutissent à l'inversion de la pression sociale de caution solidaire et au non remboursement ;

□ **La validation de la prégnance des modalités de régulation de la communauté villageoise étudiée, qui traduisent l'ampleur de l'enclassement de l'économie et du social dans le fonctionnement de l'économie** et qui est illustré par :

- L'importance des échanges non marchands, notamment liés aux cérémonies sociales et religieuses ;
- La permanence du système de dons et de contre dons qui représentent plus de 20 % du produit intérieur brut du village, et auquel y sont affectés les prêts reçus du PPPCR ;
- L'importance de la division sexuelle du travail, qui est illustrée par les pratiques professionnelles (sur le déplacement -les hommes sont plus mobiles que les femmes- sur les types de métier, sur les modes de consommation) ;
- L'importance d'une logique de fonctionnement paysanne au sens de Chayanov, se traduisant d'une part par l'existence d'un objectif de revenu minimal et d'autre par une capacité d'auto exploitation ;
- Le poids de la tradition concernant les rapports sociaux entre aînés et puînés qui se traduit par une répartition différenciée des revenus en fonction du statut ;
- L'importance des dons et des transferts issus de l'émigration, nationale ou internationale ;
- L'émergence de mutations du fonctionnement de ces sociétés traditionnelles au travers de changements de stratégies induites par les migrations (autant par la modification des rapports sociaux, que par l'importance des transferts financiers), et les prémices de changement visibles sur les stratégies d'accumulation, validant ainsi le principe lexicographique de Mahieu.

□ **Des effets ambivalents du crédit :**

- Notables sur le lissage des crises, dans lesquelles le crédit, issu de transferts extérieurs à l'économie villageoise, est introduit dans les circuits économiques pour les stabiliser ;
- Discutables sur l'accumulation, d'autres variables comme la position sociale ou la trajectoire de migration étant plus explicatifs ;
- Limités sur l'évolution des systèmes de production, d'autres facteurs (le niveau d'infrastructure, les capacités des acteurs à saisir les opportunités.) étant plus structurants
- Négligeables sur la lutte contre la pauvreté, les gains monétaires issus des activités rémunératrices étant concomitant à l'augmentation des coûts monétaires de fonction autrefois assumées par la communauté et ou par l'État (l'éducation, la santé)

La conclusion de ce travail de thèse aboutit à recommander (1) le développement de modalités de gouvernance des systèmes de financement décentralisés rendant compatibles, au moins temporairement, les systèmes de valeurs coexistant dans les sociétés rurales africaines (croissance du niveau de vie et redistribution solidaire), et (2) l'accompagnement de l'instrument de développement que peut représenter la microfinance, par des politiques publiques de développement rural qui permettent de réduire les contraintes structurelles à une intégration équitable au marché.

Pour toute information complémentaire : [jacques.marzin@cirad.fr](mailto:jacques.marzin@cirad.fr)